

Revenir aux fondamentaux pour refonder l'Aide au développement¹. JM Cour, aout 2022

Entre 1950 et 2050, la population mondiale totale aura quadruplé, de 2.5 à 10 milliards d'habitants, et la population agglomérée dans des espaces qui sont de cent à mille fois plus denses que le reste du monde habité aura décuplé : ce processus de peuplement de la planète est l'événement le plus exceptionnel de toute l'histoire de l'humanité, et le plus lourd de conséquences dans toutes sortes de domaines.

La croissance démographique future de chaque pays dépend moins des politiques de maîtrise de la fécondité que de ce qu'il adviendra de ses nouveaux habitants, et de la façon dont l'humanité s'y prend pour qu'ils deviennent des membres à part entière de leur communauté et non des *inutiles*. La question importante est moins de savoir s'il y aura un jour 9 ou 10 milliards d'habitants et 6 ou 7 milliards d'urbains sur terre, mais de se demander comment affronter enfin ce processus de peuplement, au lieu de tout faire pour l'ignorer.

Alors que, à l'époque de la révolution industrielle, il a fallu un siècle et demi, soit cinq générations, pour que la population de l'Europe double, c'est aujourd'hui en un quart de siècle, soit en moins d'une génération, qu'un tel événement se produit dans les pays qui sont encore en voie de peuplement : les acteurs et les sociétés de ces pays ont six fois moins de temps que n'en avaient les européens du 19^{ième} siècle pour gérer ce doublement de leur population totale. Et c'est à une multiplication de leur population totale par plus de vingt que les **régions du monde** en voie de peuplement sont confrontées sur ce même laps de temps d'un siècle et demi soit entre 1900 et 2050 : un tel multiplicateur attire l'attention sur l'évidente nécessité de migrations intrarégionales dans les régions du monde comme l'Afrique Sub-Saharienne qui sont balkanisées.

A la grande vague de croissance de la population totale de la planète qui atteint aujourd'hui son maximum au rythme de 80 millions de nouveaux habitants par an, succède logiquement et une trentaine d'années plus tard une seconde vague d'intensité comparable en nombre de nouveaux résidents par an qui, du fait de l'urbanisation et des migrations de toute nature, doivent s'installer quelque part.

Dans chaque localité, le temps nécessaire à l'accueil de ces nouveaux résidents et à leur insertion dans l'économie locale dépend de la disponibilité et de la qualité du stock d'**Investissement Initial** de peuplement de **Fonction Locale** (IIFL) dont dispose chaque localité et qui permet à chaque nouveau résident de s'installer et le met en condition de contribuer, comme les autres habitants déjà installés, à l'activité économique de ses congénères et à la vie en société.

Pour l'ensemble du monde, le flux annuel de tous ces IIFL constitue la première forme d'accumulation de capital fixe de peuplement de l'humanité. Si aujourd'hui, compte tenu de la dynamique actuelle de peuplement de la planète, l'humanité décide d'affecter à ce flux annuel de tous ces IIFL qui doivent être réalisés là où la planète se peuple l'équivalent de 1% du PIB mondial, le cout relatif de ces IIFL variera de moins de 0,1% du PIB dans les pays déjà peuplés à plus de 20% du PIB dans les pays dont la transition démographique est la moins avancée. Ce constat sur les énormes disparités de cout relatif des IIFL conduit à proposer de mutualiser ces dépenses d'investissement public initial de peuplement à l'échelle de l'ensemble de la planète, et de considérer ces IIFL comme un bien public mondial.

Pour analyser le processus de peuplement de la planète et ses implications en matière de développement, commençons par classer **tous** les pays de la planète selon le degré d'avancement de

¹ Extraits de l'essai sur l'économie du peuplement, à paraître cet automne aux éditions de L'Harmattan

leur transition démographique, depuis les pays qui sont en voie de peuplement plus ou moins tardif (en abrégé les pays du Sud) jusqu'aux pays déjà peuplés et aux pays en voie de dépeuplement (en abrégé les pays du Nord), et précisons ce qu'on entend par *pays en voie de peuplement (PVP)* : c'est un pays (ou un territoire quelconque) dont la population totale croît **et** qui est donc engagé dans un processus de *colonisation* de son espace de souveraineté, ce mot *colonisation* étant entendu au sens de l'aménagement, de l'équipement, de la gouvernance des diverses parties de cet espace dans lesquelles la population et les activités doivent trouver place et s'épanouir le mieux possible, sous contraintes internes et externes diverses.

Puis demandons-nous si les concepts et les outils qui ont été forgés au cours des siècles passés sont ou non à même de nous aider à analyser les implications de ce processus de peuplement. En tout temps et à toute échelle spatiale, donc aussi à l'échelle locale, l'activité économique, au sens de la création et de la répartition des biens et des services, est avant tout faite par les hommes, considérés à la fois en tant qu'individus et qu'être sociaux qui interagissent au sein de territoires, et dans le seul but de les servir tous.

J'appelle économie réelle d'un territoire cette économie qui est au service de l'intégralité de sa population. Toute théorie économique qui ignorerait une fraction de la population de ces territoires et qui admettrait la possibilité de l'homme inutile doit être considérée comme incomplète : et c'est hélas le cas de *l'économie du développement*, dont il a fallu se doter dans les années 1950 pour concevoir et gérer l'aide au développement du *tiers monde*. Cette dernière n'est en effet rien d'autre qu'une transposition sans état d'âme de la théorie économique dite *orthodoxe*, qui avait été initialement conçue pour accompagner l'explosion de la production permise par la révolution industrielle, et dont elle reprend le paradigme originel qui est à la fois :

- **désincarné** : le capital humain des *fonctions de production* n'a à peu près rien à voir avec la population elle-même, dans toute sa diversité de localisation, de comportement individuel et d'interaction,

- **démostatique** : les chroniques de PIB et autres indicateurs sur toute la période de 1960 à l'année courante qui sont présentées dans les bases de données macro-économiques et sectorielles officielles reposent toutes sur l'hypothèse aberrante que la structure du peuplement telle qu'elle est aujourd'hui connue est identiquement applicable à toutes les années passées ;

- **u-topique**, c'est-à-dire ignorant du lieu, des relations de voisinage, de la dimension spatiale, du territoire, de la géographie et des écosystèmes,

- et **uchronique**, c'est-à-dire indifférent au temps, à l'histoire, aux processus et aux dynamiques : tout dans ce monde étrange de l'économie dite orthodoxe est censé être en équilibre et destiné à y retourner après une perturbation éventuelle, le temps nécessaire à ce retour à l'équilibre étant celui du retour à l'absence de temps.

Quelles que soient par ailleurs les performances enregistrées jusqu'ici par l'économie capitaliste de marché qui est aujourd'hui le système économique dominant et que j'appelle en abrégé *l'économie moderne*, il ne fallait pas être grand clerc pour se rendre compte qu'il était hors de question de garder ce paradigme pour concevoir et gérer l'Aide aux PVP dont la population totale croît et qui sont engagés dans ce processus de *colonisation* de leur territoire. En réduisant la population à un simple homo economicus indifférencié obéissant à un ensemble de mécanismes hors sol, cette théorie économique orthodoxe et l'ersatz d'économie du développement qui en dérive ne peuvent rendre compte de ce qui se passe dans le monde réel puisqu'elles ignorent les interactions entre économie et peuplement au sein de chaque territoire, et elles ne peuvent prétendre servir l'intégralité de la population puisqu'elles sont sans attache territoriale, et une fraction souvent majoritaire de la

population des PVP ne doit sa survie qu'au fait qu'elle obéit à un système économique différent, que j'appelle *l'économie populaire*.

En quoi consiste cette économie populaire ?

C'est une économie de demande de biens et services **essentiels**, c'est-à-dire sans lesquels les personnes et la vie en société seraient condamnées à disparaître. Cette demande individuelle dépend en volume, en structure et en prix relatifs du lieu de résidence, et notamment de la taille de la population de chaque localité, ainsi que de l'évolution du contexte géographique et socio-économique, et par conséquent de la dynamique de peuplement. A cette demande correspond une offre équivalente par les agents de cette économie populaire, mais selon des modalités qui dépendent des relations de voisinage entre demande et offre, de l'environnement physique et institutionnel, et de la disponibilité en capital public initial de peuplement de fonction locale : ce n'est pas un acte de foi, mais le vrai sens de la main invisible du marché d'Adam Smith.

En modifiant le comportement de chaque homo economicus, la dynamique de peuplement, qui dépend de l'aménagement et de l'équipement des territoires et de la gouvernance de ces territoires, constitue une source de croissance de la productivité des économies locales, que l'on peut qualifier de croissance endogène, au sens où cette croissance ne dépend que de la variation du nombre d'habitants et de la structure du peuplement, de la densité d'occupation de l'espace, du contexte géographique et socio-économique et de l'écosystème dans lequel se déroule ce processus de peuplement.

Cette EP n'est pas une simple économie de subsistance condamnée à le rester, mais une économie en voie de complexification, à mesure que s'étend et se diversifie le marché local et que s'étend l'aire d'influence de ce marché, qui, de micro-local devient urbano-rural puis régional. C'est pour l'essentiel, dans cette économie populaire qui est présente dans tout territoire habité que se développe et se structure l'économie de marché : cette EP constitue ainsi la principale source d'apprentissage de cette économie de marché, dont elle prépare la généralisation future à l'ensemble du territoire national et régional.

En quoi cette économie populaire contribue-t-elle à l'économie réelle des PVP ?

Officiellement, on n'en sait rien : cette strate de l'économie réelle n'est pas mesurée puisqu'elle n'est pas censée exister, selon le dogme en vigueur. On peut toutefois s'en faire une idée assez précise grâce à l'écart relatif entre le PIB tel qu'il est officiellement mesuré et la réalité observable à partir des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages : ces enquêtes obligent les comptables nationaux à réévaluer périodiquement ce PIB officiel *pour tenir mieux compte de la dépense des agents économiques et non plus seulement de la production par branche d'activité*. Ces réévaluations périodiques sont d'une ampleur considérable : dans le cas du Nigeria, les quatre dernières révisions du PIB intervenues depuis 2005 ont eu pour effet cumulé **une multiplication par sept du PIB de 2020** tel qu'il aurait été estimé sans ces quatre dernières révisions.

La principale raison de ces réévaluations périodiques de grande ampleur d'agrégats comme le PIB est l'oubli pur et simple de toute interaction entre dynamique de peuplement et croissance économique, et le refus des économistes orthodoxes de croire en l'existence de cette forme de dynamique de l'économie réelle que j'appelle la croissance endogène.

Retenons seulement ici que cette économie populaire est loin d'être négligeable, puisqu'elle représente en général entre un tiers et la moitié du PIB réel des PVP, qu'elle ne mérite pas le qualificatif habituel d'informelle, qu'elle est présente sur la totalité du territoire, qu'elle est

authentique au sens où elle n'est pas imposée par le reste du monde, et qu'elle est donc a priori plus résiliente que l'économie moderne.

Retenons aussi que les taux moyens de croissance sur la longue durée du PIB par habitant qui peuvent être calculés à partir des chroniques de PIB que l'on trouve dans tous les annuaires officiels n'ont aucun sens, et que la seule façon d'éviter les erreurs de diagnostic qui en résultent et de redonner confiance aux habitants et aux opérateurs des PVP en leur avenir est de faire disparaître toutes ces chroniques d'agrégats et d'indicateurs de tous les documents officiels.

Comment réagir face à cette erreur manifeste de paradigme de l'économie du développement ?

Plutôt que de continuer comme on le fait depuis des décennies à réviser de temps à autre et massivement les indicateurs dont on se dote pour mesurer le développement comme le PIB, la production alimentaire ou la FBCF par habitant quand l'écart avec la réalité devient trop manifeste, la seule solution raisonnable est de poser la plume, d'oublier au moins pour un temps le dogme officiel et toutes les diversions et complications introduites au fil du temps pour noyer le poisson, comme par exemple la multiplication sans fin des Objectifs et des sous-objectifs de Développement Durable, dont aucun ne fait ni ne pourra jamais faire allusion à la question du processus de peuplement de la planète, qui est pourtant l'un des tout premiers défis auxquels sont confrontés les pays que l'on entend aider.

L'essai sur l'économie du peuplement propose donc de réserver l'usage de tous ces ODD aux seuls pays du Nord, qui les ont à juste titre mais tardivement inscrits dans le marbre et qu'ils doivent s'imposer à eux-mêmes, et de mettre **tous** ces ODD entre parenthèses pour les pays du Sud en raison du cadre de pensée ou paradigme désincarné, u-topique et uchronique dont ils dérivent, et dont on a donc de bonnes raisons de penser qu'il faut se méfier.

Quelles sont alors les raisons d'être de l'Aide et à quoi doit-elle servir ?

Dans le monde et à toutes époques, il n'y a certes pas que les défis du peuplement qui doivent figurer dans l'agenda des relations Nord-Sud. Mais ces derniers ont été à tel point refoulés au cours du demi-siècle passé que la priorité est aujourd'hui de mettre fin à cette anomalie et de rattraper le retard ainsi accumulé dans ce domaine essentiel.

Si le monde a aujourd'hui besoin de ce qu'on appelle l'Aide publique autre qu'humanitaire, c'est d'abord et avant tout pour prêter attention à **l'économie populaire** que l'économie moderne ignore.

J'ai montré que les PVP actuels ne peuvent assumer seuls le coût des investissements initiaux de peuplement (IIFL) qui sont indispensables à l'épanouissement de leur économie populaire, et sans lesquels les risques associés à ce qu'on appelle les crises migratoires ne peuvent que croître. La toute première mission des nouvelles institutions de partenariat entre les pays du Nord, riches et déjà peuplés, et les pays et régions en voie de peuplement du Sud sera de gérer les transferts indispensables au financement de ces IIFL, et de contribuer ainsi à la gestion du peuplement de la planète par l'aménagement, l'équipement et la gouvernance des pays en voie de peuplement : toutes tâches qui exigent que ces nouvelles institutions de partenariat adhèrent effectivement au paradigme de l'économie populaire, et ce quoi qu'il leur en coûte.

Mais ces institutions de partenariat ont aussi pour vocation d'apporter leur appui à l'économie **réelle** de chaque territoire où elles interviennent, alors que les deux composantes populaire et moderne de cette économie réelle sont condamnées à coexister au sein des mêmes espaces : la seconde mission de ces institutions sera donc d'assurer l'interface entre ces deux composantes, et ce à toutes échelles spatiales. La cinquième et dernière partie de l'essai présente une douzaine de domaines

d'intervention et d'action auxquels les Institutions et Agences de Partenariat devront accorder la priorité pour faciliter cette coprosperité entre l'économie moderne et l'économie populaire de chaque territoire.

Leur troisième mission sera enfin de convaincre tous les intervenants, au Nord comme au Sud, de la nécessité de revenir aux fondamentaux qui sont la population, l'espace et les interactions entre processus de peuplement et économie, et donc de se préparer à la révolution paradigmatique annoncée.

Les pays en voie de peuplement tels que je les ai définis sont à la fois en croissance démographique et de *colonisation* de leur espace : ce sont en bref des **pays en voie de développement** (PVD), au sens qu'il convient de donner à ce concept, et non à celui utilisé jusqu'ici et qui est beaucoup trop vague, et c'est à ces pays en voie de développement ainsi redéfinis qu'est destinée l'Aide au développement au sens décrit précédemment.

A cette nouvelle définition des pays en voie de développement, correspond une nouvelle classification évolutive de **tous** les pays de la planète selon un nouveau critère synthétique qui est le cout relatif des investissements initiaux de peuplement (IIFL) par rapport au PIB : cet indicateur varie en 2020 de plus de 50% dans le pays le plus *sous-développé* qui est le Burundi à moins de 0.1% pour les 14 pays les plus *développés*.

Aujourd'hui, 90 pays rassemblant les trois quarts de la population mondiale totale doivent bénéficier de transferts pour financer la fraction du cout de leurs IIFL qu'ils ne peuvent autofinancer : ce sont les PVD partenaires des institutions d'Aide, dont ils reçoivent en moyenne l'équivalent de 3.6% de leur PIB. Et si le fond international à créer pour mutualiser le financement de ces IIFL est équilibré, les 90 autres pays, qui forment l'ensemble des *pays développés* doivent verser à ce fond dédié l'équivalent de 0.8% de leur PIB total.

Conclusion

Cet essai propose donc de libérer les institutions et les agences d'Aide actuelles du carcan imposé par le dogme de l'économie dite *orthodoxe*, pour leur permettre d'élargir leur perspective, leur champ de compétence et leur efficacité, de réhumaniser, de relocaliser et de redynamiser leur action, de retrouver le sens et l'importance de l'aménagement du territoire et d'accompagner les restructurations spatiales et sociales impliquées par le processus de peuplement : en un mot, cet essai propose de refonder le concept et la pratique de ce qu'on appelle l'Aide.

Outre le retour au bon sens en matière de partenariat entre le Nord déjà peuplé et le Sud en voie de peuplement, cette proposition de refondation de l'Aide au développement a aussi le mérite d'attirer l'attention sur l'incomplétude de la théorie de l'économie orthodoxe, sur la dualité de l'économie réelle, qui est aussi présente dans les pays du Nord, et sur la nécessité de faire converger les paradigmes respectifs des deux composantes de cette économie réelle.

Il restera alors à profiter de ce retour aux fondamentaux pour refermer la longue parenthèse introduite dans l'histoire de l'humanité par la révolution industrielle et la théorisation de l'économie et par leurs avatars successifs, et pour faire évoluer en conséquence notre propre modèle de comportement de pays dits *développés*.